



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II  
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**AGENCE NATIONALE DES AFFAIRES MARITIMES (ANAM)**

**RAPPORT FINAL**

**JUIN 2013**

**PRESENTE PAR  
LE GROUPEMENT GMS/SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Pont  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail sspm@sspm.sn

## TABLE DES MATIERES

<b>I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....</b>	<b>5</b>
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT .....	7
1.2.1. Echantillon .....	7
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés .....	8
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière .....	10
1.2.4. Constats relatifs à l'audit physique .....	10
1.3. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES.....	10
<b>II.CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>11</b>
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	11
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	12
<b>III.SELECTION DES MARCHES A AUDITER .....</b>	<b>14</b>
<b>IV.METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES .....</b>	<b>15</b>
4.1. ETAPES DE LA MISSION.....	15
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION .....	15
4.2.1. La préparation de la mission.....	16
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	17
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	18
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	19
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE .....	20
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	20
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE.....	21
4.5. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	22
<b>V.ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>22</b>
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE .....	22
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	24
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	24
5.2.2. La Commission des Marchés .....	24
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION .....	25
5.3.1.La Direction centrale des Marchés publics (DCMP) .....	25
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) .....	25
5.4. MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	25
<b>VI.AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES .....</b>	<b>26</b>
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	26
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....	30
6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier.....	30
6.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière.....	30
6.3. AUDIT PHYSIQUE.....	30
6.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	32
<b>VII. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>34</b>
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....	34
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES.....	34

7.2.1. Recommandations relatives aux DRP .....	34
7.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de l'ANAM en matière de passation des marchés.....	35
7.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage.....	36
<b>VIII. ANNEXES.....</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON .....</b>	<b>38</b>
<b>ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION .....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXE 3 : FICHE DE PROJET .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXE 4 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE .....</b>	<b>500</b>

## SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANAM	Agence Nationale des Affaires Maritimes
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX**

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par l'**Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM)**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie. En ce qui concerne l'ANAM, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

### ***1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics***

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de l'Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM), se présentent comme suit :

- **COMMISSION DES MARCHES**

La commission des marchés de l'Agence Nationale des Affaires Maritimes qui est compétente pour les opérations de passation de marchés a été instituée conformément à l'Arrête n°11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Décret n°2007 -545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux commissions des Marchés.

L'acte de nomination de la Commission des Marchés (CM) de l'ANAM a été pris en date du 18 janvier 2011. Ainsi la Commission des Marchés pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation de marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies, mais elle doit être constituée au plus tard le 5 janvier de chaque année. Par conséquent, tous les actes passés antérieurement à sa constitution dans les formes requises sont entachés de nullité.

**Commentaires de l'Autorité contractante :**

L'acte de la mise en place de la commission des marchés de l'ANAM a été pris le 18 janvier 2011, soit treize (13) jours après les délais légaux. Cependant, je porte à votre connaissance qu'aucune procédure n'a été entamée avant cette date.

- **CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de passation des marchés mise en place le 18 Janvier 2011 est conforme aux dispositions de l'Arrêté n°011586 MEF/PCRBF du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatifs aux Cellules de Passation des Marchés Publics.

- **CHARTRE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics ont été signées par tous les membres de la commission des marchés conformément au Décret n°005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'Arrêté n°11 587 du 28 décembre 2007 pris en en application de l'article 45 alinéa5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les disposition de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics. Il faut cependant noter l'absence de preuve de transmission à la DCMP et à l'ARMP des décisions portant création des organes de la passation des marchés (Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés), et attestations de prise de connaissance de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

Les attestations ne sont pas transmises en même temps que les décisions de nomination des membres des commissions et cellule de passation des marchés.

**Commentaires de l'Autorité contractante :**

Il existe des preuves de transmission à la DCMP et à l'ARMP des décisions portant création des organes de passation des marchés et attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics, constituées par les lettres n°00177/ANAM/DAF du 17 février 2011 et

n°00178/ANAM/DAF du 17 février 2011, ci-joint, transmises par le bureau du courrier de l'ANAM contre décharge.

### **Appréciation du cabinet**

L'Autorité contractante a bien présenté en pièces jointes à sa réponse, les lettres citées ci-dessus, transmettant à la DCMP et à l'ARMP, les décisions portant création des organes de passation des marchés et attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

- **PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le plan de passation des marchés a été élaboré et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Il comprend également la liste des Demandes de Renseignements et de Prix.

- **AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM a été publié le 19 mars 2011. Il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année afin d'informer à temps les candidats potentiels.

- **RAPPORT ANNUEL NON ELABORE**

Le rapport annuel sur les marchés publics 2011 que la Cellule des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2012, conformément à l'article 143 du Code des Marchés Publics, n'a pas été produit.

### **Commentaires de l'Autorité contractante :**

L'ANAM prendra toutes les dispositions pour que le rapport annuel, sur les marchés publics soit établi par la cellule de passation des marchés (CPM) et veillera à sa transmission dans les délais réglementaires, conformément à l'article 143 du code des marchés publics.

### **Appréciation du cabinet**

Le cabinet maintient son observation.

## ***1.2. Constats d'audit***

### **1.2.1. Echantillon**

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les

animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le code des marchés publics.

A ce propos, nous avons constaté que les acquisitions effectuées au titre de la gestion 2011 sont passées par Appel d'offres pour un montant de 43 174 491 \$ US, par Demande de Renseignement et de Prix (DRP) pour un montant de 46 770 185 FCFA et par Demande de Propositions (prestation intellectuelle) pour un montant de 2 383 000 \$ US.

Dans le cadre de notre mission, nous n'avons reçu qu'un appel d'offres, deux (02) DRP et une (01) prestation intellectuelle. La revue a concerné donc les quatre dossiers mis à notre disposition.

#### **Rappel des seuils applicables à l'ANAM en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur contrat
<b>Fournitures</b>	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	50 000 000	600 000 000	400 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000

#### **Périmètre couvert**

L'Agence Nationale des Affaires Maritimes a passé un (01) appel d'offres, deux (02) Demandes de Renseignements et de Prix et une (01) demande de propositions au titre de la gestion 2011.

#### **1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés**

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue :

- **Sur l'Appel d'Offres relatif à la construction des navires et ouvrages portuaires du Projet d'infrastructures et d'équipements maritimes**



**(MIEP)-attribué à SAMSUNG C& T Co., Ltd pour un montant de quarante-trois millions cent soixante-quatorze quatre cent quatre-vingt-onze Dollars US (43 174 491 USD)**

L'appel d'offres international est ouvert aux seules entreprises Coréennes conformément à la convention entre la République du Sénégal et la République de Corée du Sud.

Aux termes de la convention de financement sur le projet MIEP, entre le Gouvernement de la République du Sénégal et la mission d'évaluation de la Banque KoreaEximbank, cosigné, le 29 septembre 2011, par le Ministre d'Etat, Ministère de la Coopération Internationale, des transports aériens, des infrastructures et de l'Energie, et l'Ambassadeur de la République de Corée du Sud au Sénégal, tous les biens et services acquis dans le cadre du projet, y compris les services d'une Entreprise, doivent être passés en accord avec les Directives de passation des marchés de Biens et services financés par les prêts EDCF.

Les non conformités suivantes ont été relevées :

- La commission des marchés a procédé à l'attribution provisoire du marché le 11 janvier 2012 alors qu'à cette date le renouvellement des membres de ladite commission, n'avait pas été effectué (article 36.1 du CMP et arrêté n° 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36.1 du CMP, fixant le nombre et la désignation des membres des CM des AC) ;
- Il est noté l'absence de preuves de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à l'appel à concurrence, conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret portant CMP ;
- La publication de l'avis d'attribution définitive du marché n'a pas été effectuée en violation de l'article 85 du CMP ;
- Le contrat n'est pas joint au dossier.

- **Sur la Demande de Propositions**

- les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution ne sont pas signés par le rapporteur ;
- les publications d'attribution provisoire et définitive ne sont pas jointes ;
- la date de notification du contrat n'est pas spécifiée.

- **Sur les Demande de Renseignements et de Prix**

- Les lettres d'invitation ne sont pas déchargées pour prouver leur réception par les candidats ;
- Les procès-verbaux d'ouverture des plis et d'attribution sont condensés ;

- les contrats sont non datés, seule la date de l'enregistrement y figure.

### **1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière**

Pour les marchés audités, l'ANAM a produit pour certains marchés, les éléments de réception des prestations des titulaires de marchés. Même si les documents de règlement existent, nous estimons que des améliorations significatives sont nécessaires concernant la justification et le classement des documents financiers.

### **1.2.4. Constats relatifs à l'audit physique**

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à l'inspection physique des acquisitions. Nos travaux sur l'exécution physique n'appellent pas de remarques particulières.

## ***1.3. Recommandations sur l'audit des Marchés***

- **Sur les Appels d'Offres**

- Veiller à remettre les PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en application de l'article 67 alinéa 4 du CMP ;
- Veiller à bien documenter les procédures de passation des marchés (ANO du bailleur de fonds, contrat du titulaire du marché) ;
- Veiller à la publication de l'attribution définitive du marché en application de l'article 85 du CMP.

- **Sur les Demande de Renseignements et de Prix**

- Veiller à bien renseigner les contrats des titulaires ;
- Appliquer rigoureusement la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du Décret n°1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics, notamment l'obligation de mentionner dans la lettre d'invitation à soumissionner, le nom de tous les candidats consultés ;
- Veiller à démarrer les prestations après approbation, enregistrement et notification des contrats ;
- Intégrer la charte de transparence et d'éthique dans les cahiers des charges ;
- Etablir des procès-verbaux distincts pour chaque étape de la passation des marchés ;

- S’assurer des décharges par les destinataires des lettres d’invitation envoyées pour avoir la certitude qu’elles ont été bien reçues ;
- Veiller au classement et à l’archivage exhaustif des pièces de marchés.

- **Sur la Demande de Propositions**

- Veiller à faire coïncider les dates de réception et d’ouverture des offres en application de l’article 67 du CMP ;
- les PV doivent être signés par le rapporteur de la commission des marchés qui doit être membre de la cellule de passation des marchés ;
- Joindre dans le dossier les publications d’attribution provisoire et définitive en application des articles 83.5 et 85 du CMP ;
- Mieux renseigner les dossiers de contrat ;
- Joindre le PV de négociation dans le dossier.

## **II.CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### ***2.1. Contexte de la mission***

L’article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l’Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l’ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d’exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l’ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l’exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu’elle transmet également aux autorités ».

C’est en application des dispositions précitées que l’ARMP entreprend cette année, comme elle l’a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l’exercice 2011.

### *2.1. Objectifs de la mission*

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences

règlementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;

- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de

litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

### **III.SELLECTION DES MARCHES A AUDITER**

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;

- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

## **IV.METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES**

### ***4.1. Etapes de la mission***

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

### ***4.2. Activités préalables au démarrage de la mission***

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.



#### **4.2.1. La préparation de la mission**

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (*n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012*) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;



- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

#### **4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège**

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

### *4.3. Revue des procédures de passation des marchés*

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;

- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

#### *4.4. Audit de l'exécution physique des marchés*

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;

- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

#### *4.5. Contrôle de la qualité de la revue*

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

#### *4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales*

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

#### ***4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe***

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

#### *4.5. Restitution des rapports*

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

### **V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

#### *5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;

- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;

- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

## ***5.2. Les organes chargés de la passation des marchés***

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

### **5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **5.2.2. La Commission des Marchés**

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :



- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

### ***5.3. Les organes de contrôle et de régulation***

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

#### **5.3.1.La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)**

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-545 du 25 Avril 2007.

#### **5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### ***5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics***

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic

approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés Publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés Publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité appratrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

## **VI.AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

### ***6.1. Audit de la passation des marchés***

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue :

• **Sur l'Appel d'Offres**

<b>Construction des navires et ouvrages portuaires du Projet d'infrastructures et d'équipements maritimes (MIEP)</b>	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	16 novembre 2011
Date d'ouverture des offres	15 décembre 2011
Attributaire	<b>SAMSUNG C&amp; T Co., Ltd.</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	13 mars 2012
Date d'approbation du marché	NEANT
Montant du marché	43 174 491 USD
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	Non disponible
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre. Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SekwandShipbuilding : US\$ 43 210 000 ;</li> <li>- Samsung C&amp;T Corporation : US\$ 43 174 491</li> </ul> <p>L'appel d'offres international est ouvert aux seules entreprises Coréennes conformément à la convention entre la République du Sénégal et la République de Corée du Sud.</p> <p>Aux termes de la convention de financement sur le projet MIEP, entre le Gouvernement de la République du Sénégal et la mission d'évaluation de la Banque KoreaEximbank, cosigné, le 29 septembre 2011, par le Ministre d'Etat, Ministère de la Coopération Internationale, des transports aériens, des infrastructures et de l'Energie, et l'Ambassadeur de la République de Corée du Sud au Sénégal, tous les biens et services acquis dans le cadre du projet, y compris les services d'une Entreprise, doivent être passés en accord avec les Directives de passation des marchés de Biens et services financés par les prêts EDCF.</p>	
<b>Non conformités constatées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La commission des marchés a procédé à l'attribution provisoire du marché le 11 janvier 2012 alors qu'à cette date le renouvellement des membres de ladite commission, n'avait pas été effectué (article 36.1 du CMP et arrêté n° 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36.1 du CMP, fixant le nombre et la désignation des membres des CM des AC).</li> <li>- Absence de preuve de transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires.</li> <li>- Les courriers d'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur ne sont pas archivés au dossier.</li> <li>- Le contrat n'est pas joint au dossier.</li> <li>- L'absence de publication de l'attribution définitive.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	<p>Dans le cadre de la procédure d'exécution et de passation de ce marché, je voudrais attirer votre attention sur le fait que l'attribution provisoire du marché, à la date du 11 janvier 2011 a déjà été reprochée, par la DCMP, à l'ANAM, qui a apporté toutes</p>

	<p>les corrections nécessaires en convoquant de nouveau la commission pour procéder à l'attribution provisoire le 29 février 2012.</p> <p>Cette nouvelle attribution provisoire, objet du procès-verbal signé le 29 février 2012 contenu dans le dossier transmis à votre cabinet, a, en conséquence, été prise en compte par la DCMP dans sa lettre n°950/MEF/DCMP/23 du 02 mars 2012, ci-joint, qui a donné son avis de non objection à la poursuite de la procédure et à l'attribution provisoire du marché à la société coréenne Samsung C&amp;T Corporation pour un montant total de 43 174 491 US \$.</p> <p>Le contrat de ce marché vous a été transmis, en même temps, que les offres des soumissionnaires.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le cabinet maintient ses observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence de preuve de transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires,</li> <li>- les courriers d'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur ne sont pas archivés au dossier,</li> <li>- l'absence de publication de l'attribution définitive.</li> </ul>

• **Sur la Demande de Propositions**

<b>Contrat N° C 0187/12 Sélection d'un consultant pour le suivi technique et administratif du Projet d'Infrastructures et d'Equipements Portuaires (MIEP)</b>	
Date d'invitation	12 juillet 2011
Date de dépôt des offres	02août 2011
Date d'attribution provisoire	23 août 2011
Attributaire	KR Engineering Co., Lt.
Date de souscription du contrat	20 octobre 2011
Date d'approbation du contrat	03 février 2012
Montant du marché	2 383 000 USD
<p>Seul le candidat <b>KR Engineering Co., Lt.</b> a déposé une offre.</p> <p>Le marché a été attribué à la seule société qui a déposé une offre. L'offre de GEO Shipbuilding envoyée par DHL est arrivée en retard.</p>	

<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution ne sont pas signés par le rapporteur ;</li> <li>- les publications d'attribution provisoire et définitive ne sont pas jointes ;</li> <li>- la date de notification du contrat n'est pas spécifiée ;</li> <li>- le procès-verbal de négociation n'est pas joint au dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	<p>Dans le cadre de la procédure d'exécution et de passation de ce marché, je voudrais attirer votre attention sur le fait que votre première observation, relative à la programmation de la date de réception et d'ouverture des plis, a été relevée par l'organe chargé du contrôle à priori des marchés, la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), dans sa lettre n°4049/MEF/DCMP/12 du 06 septembre 2011, ci-joint.</p> <p>A cette observation, l'ANAM, par lettre n°947/ANAM/DAF du 16 septembre 2011, ci-joint, a évoqué les dispositions du guide EDCF, dont les procédures prévalent sur les dispositions du Code des Marchés Publics, aux termes de la convention de financement de ce projet.</p> <p>Suite à ces éclaircissements, la DCMP a émis par lettre n°4738/MEF/DCMP/19 du 14 octobre 2011, ci-joint, son avis de non objection sur la procédure par l'invitation, pour négociations, du Cabinet KR ENGINEERING Co., Ltd qui a proposé une offre HTT de 2 500 000 USD, dont vous trouverez ci-joint, le procès-verbal, qui ne vous avait pas été transmis précédemment.</p> <p>La notification du marché est jointe en annexe.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le cabinet maintient ses observations relatives à l'absence de signature par le rapporteur de la commission des marchés, des procès-verbaux d'ouverture et d'attribution et à l'absence de la publication des avis d'attribution provisoire et définitive.</p>

• **Sur les Demandes de Renseignements et de Prix**

- Les lettres d'invitation ne sont pas déchargées pour prouver leur réception par les candidats ;
- Les procès-verbaux d'ouverture des plis et d'attribution sont condensés ;
- les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution ne sont pas signés par le rapporteur ;
- les contrats sont non datés, seule la date de l'enregistrement y figure.

L'autorité contractante maintient ses observations

## ***6.2. Audit de l'exécution financière***

### **6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier**

Les travaux ont été réalisés au niveau de l'ANAM pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

### **6.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière**

Pour les marchés audités, l'ANAM a produit pour certains marchés, les éléments de réception des prestations des titulaires de marchés. Même si les documents de règlement existent, nous estimons que des améliorations significatives sont nécessaires concernant la justification et le classement des documents financiers.

## ***6.3. Audit physique***

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à l'inspection physique des acquisitions. Nos travaux sur l'exécution physique n'appellent pas de remarques particulières.

## LISTE DES MARCHES AUDITES ET OBSERVATIONS

Description	Bénéficiaire	Montant	Observations (Cf. en annexe fiche de projets)	Commentaire de l'AC
<b>Pour les appels d'offres</b>				
Construction des navires et ouvrages portuaires du Projet d'Infrastructures et d'Equipements Maritimes (MIEP)	<b>SAMSUNG C&amp; T Co., Ltd.</b>	43 174 491 USD	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
<b>Pour les DRP</b>				
Acquisition de matériel informatique et de mobilier et matériel de bureau	<b>Lot 1: Oumou Informatique</b>	14 773 600 F CFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
	<b>Lot 2 : Globale Entreprise</b>	14 018 400 FCFA TTC		
Achat de Fournitures de bureau et de consommables informatiques	<b>Lot 1 : Dismat</b>	7 961 165 FCFA TTC	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
	<b>Lot 2 : Oumou Informatique</b>	10 017 020 FCFA TTC		
<b>Pour les Prestations intellectuelles</b>				
Sélection d'un consultant pour le suivi technique et administratif du Projet d'Infrastructures et d'Equipements Portuaires (MIEP) Sélection d'un	<b>KR Engineering Co., Lt.</b>	2 383 000 USD	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

consultant pour le suivi technique et administratif du Projet d'Infrastructures et d'Equipements Portuaires (MIEP)				
--	--	--	--	--

#### 6.4. Audit de l'exécution physique des marchés

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE			
Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Commentaire AC
Construction des navires et ouvrages portuaires du Projet d'Infrastructures et d'Equipements Maritimes (MIEP)	<b>SAMSUNG C&amp; T Co., Ltd.</b>	43 174 491 USD	
Acquisition de matériel informatique et de mobilier et matériel de bureau	<b>Lot 1: Oumou Informatique</b>	14 773 600 F CFA TTC	
	<b>Lot 2 : Globale Entreprise</b>	14 018 400 FCFA TTC	
Achat de Fournitures de bureau et de consommables informatiques	<b>Lot 1 : Dismat</b>	7 961 165 FCFA TTC	
	<b>Lot 2 : Oumou Informatique</b>	10 017 020 FCFA TTC	
Sélection d'un consultant pour le suivi technique et administratif du Projet d'Infrastructures et d'Equipements Portuaires (MIEP) Sélection d'un consultant pour le suivi technique et administratif du Projet d'Infrastructures et d'Equipements	<b>KR Engineering Co., Lt.</b>	2 383 000 USD	



Portuaires (MIEP)			
<b>TOTAL</b>			
<b>TOTAL DEPENSE ECHANTILLON</b>			
<b>TAUX DE COUVERTURE</b>		<b>100%</b>	

## VII. RECOMMANDATIONS

### *7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés*

- **MISE EN PLACE DE LA COMMISSION DES MARCHES ET LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

L'ANAM devra se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics relatives à la mise en place de la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés en vue d'assurer une bonne conduite des procédures de passation des marchés en le faisant au plus tard le 05 janvier de chaque année.

- **ELABORATION DES RAPPORTS ANNUELS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

L'élaboration par la cellule de passation des marchés d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

- **PUBLICATION DANS LES DELAIS DE L'AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

L'avis général de passation des marchés doit être publié au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

### *7.2. Recommandations relatives aux marchés*

#### **7.2.1. Recommandations relatives aux DRP**

- **Sur l'Appel d'Offres**

- Veiller à remettre les PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en application de l'article 67 alinéa 4 du CMP ;
- Veiller à bien documenter les procédures de passation des marchés (ANO du bailleur de fonds, contrat du titulaire du marché) ;

- Veiller à la publication de l’attribution définitive du marché en application de l’article 85 du CMP.

- **Sur les Demande de Renseignements et de Prix**

- Veiller à bien renseigner les contrats des titulaires ;
- Appliquer rigoureusement la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l’article 78 du Décret 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics, notamment l’obligation de mentionner dans la lettre d’invitation à soumissionner, le nom de tous les candidats consultés ;
- Veiller à démarrer les prestations après approbation, enregistrement et notification des contrats ;
- Intégrer la charte de transparence et d’éthique dans les cahiers des charges ;
- Etablir des procès-verbaux distincts pour chaque étape de la passation des marchés ;
- S’assurer des décharges par les destinataires des lettres d’invitation envoyées pour avoir la certitude qu’elles ont été bien reçues ;
- Veiller au classement et à l’archivage exhaustif des pièces de marchés.

- **Sur la Demande de Propositions**

- Veiller à faire coïncider les dates de réception et d’ouverture des offres en application de l’article 67 du CMP ;
- les PV doivent être signés par le rapporteur de la commission des marchés qui doit être membre de la cellule de passation des marchés ;
- Joindre dans le dossier les publications d’attribution provisoire et définitive en application des articles 83.5 et 85 du CMP ;
- Mieux renseigner les dossiers de contrat ;
- Joindre le PV de négociation dans le dossier.

### **7.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de l’ANAM en matière de passation des marchés**

Après mise en place de la Cellule des marchés, nous recommandons à l’ANAM de prévoir un programme de renforcement des capacités des membres de la cellule de passation des marchés et de ceux de la Commission des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l’ARMP.

**7.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage**

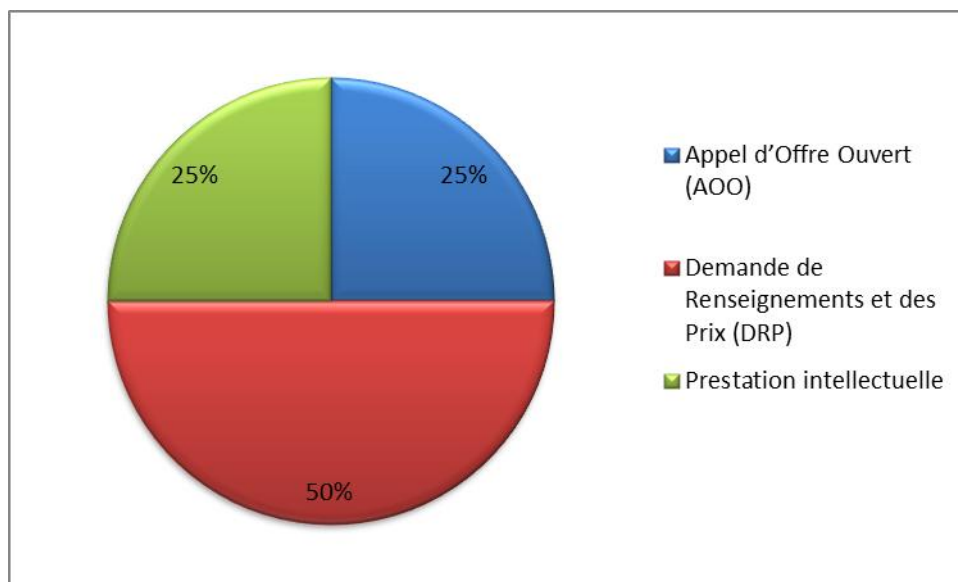
L'ANAM devrait améliorer son système de classement concernant la passation des marchés pour veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marché l'ARMP (Manuel de classement des documents des autorités contractantes).

## **VIII. ANNEXES**

**ANNEXE 1 :  
REPARTITION ECHANTILLON**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	1	43 174 491 \$
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	2	46 770 188 F CFA
Prestation intellectuelle	1	2 383 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	—

## COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



## ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION

Type de Marchés	Seuils de Passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	600 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000



**ANNEXE 3 :  
FICHE DE PROJET**

## APPEL D'OFFRES OUVERT

Construction des navires et ouvrages portuaires du Projet d'infrastructures et d'équipements maritimes (MIEP)	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	16 novembre 2011
Date d'ouverture des offres	15 décembre 2011
Attributaire	<b>SAMSUNG C&amp; T Co., Ltd.</b>
Date de publication de l'attribution provisoire	13 mars 2012
Date d'approbation du marché	NEANT
Montant du marché	43 174 491 USD
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	Non disponible
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre. Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SekwandShipbuilding : US\$ 43 210 000 ;</li> <li>- Samsung C&amp;T Corporation : US\$ 43 174 491</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La commission des marchés a procédé à l'attribution provisoire du marché le 11 janvier 2012 alors qu'à cette date le renouvellement des membres de ladite commission, n'avait pas été effectué (article 36.1 du CMP et arrêté n° 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36.1 du CMP, fixant le nombre et la désignation des membres des CM des AC).</li> <li>- Absence de preuve de transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires.</li> <li>- Les courriers d'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur ne sont pas archivés au dossier.</li> <li>- Le contrat n'est pas joint au dossier.</li> <li>- L'absence de publication de l'attribution définitive.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Joindre le contrat au dossier transmis ;</li> <li>- Veiller à remettre les PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en application de l'article 67 alinéa 4 du CMP ;</li> <li>- Veiller à bien documenter les procédures de passation des marchés (ANO du bailleur de fonds, contrat du titulaire du</li> </ul>

	<p>marché) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à la publication de l'attribution définitive du marché en application de l'article 85 du CMP.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>Dans le cadre de la procédure d'exécution et de passation de ce marché, je voudrais attirer votre attention sur le fait que l'attribution provisoire du marché, à la date du 11 janvier 2011 a déjà été reprochée, par la DCMP, à l'ANAM, qui a apporté toutes les corrections nécessaires en convoquant de nouveau la commission pour procéder à l'attribution provisoire le 29 février 2012.</p> <p>Cette nouvelle attribution provisoire, objet du procès-verbal signé le 29 février 2012 contenu dans le dossier transmis à votre cabinet, a, en conséquence, été prise en compte par la DCMP dans sa lettre n°950/MEF/DCMP/23 du 02 mars 2012, ci-joint, qui a donné son avis de non objection à la poursuite de la procédure et à l'attribution provisoire du marché à la société coréenne Samsung C&amp;T Corporation pour un montant total de 43 174 491 US \$.</p> <p>Le contrat de ce marché vous a été transmis, en même temps, que les offres des soumissionnaires.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le cabinet maintient ses observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence de preuve de transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires,</li> <li>- les courriers d'Avis de Non Objection (ANO) du bailleur ne sont pas archivés au dossier,</li> <li>- l'absence de publication de l'attribution définitive.</li> </ul>

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Acquisition de matériels informatiques et de mobiliers et matériels de bureau	
Date d'invitation	05 Août 2011
Date de dépôt des offres	11 Août 2011
Attributaires	Lot 1: Oumou Informatique Lot 2 : Globale Entreprise
Date du contrat	Lot 1 : Lot 2 : 12/08/2011
Montant du marché	Lot 1 : 14 773 600 F CFA TTC Lot 2 : 14 018 400 FCFA TTC
Date d'enregistrement	Lot 1 : 27/09/2011 Lot 2 : 12/10/2011
Date de réception	Lot 1 : 17/08/2011 Lot 2 : 28/10/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <p><b>Lot 1 :</b></p> <p>1) Globale Entreprise, 72 Rue Paul Holle : 14 337 000 FCFA TTC</p> <p>2) Oumou INFORMATIQUE, Avenue Blaise Diagne : 13 933 440 FCFA TTC</p> <p>3) Office Choice, Yoff, Route de l'Aéroport : 27 420 840 FCFA TTC</p> <p><b>Lot 2 :</b></p> <p>1) Globale Entreprise, 72 Rue Paul Holle : 14 018 400 FCFA TTC</p> <p>2) OFFICE INFORMATIQUE, Avenue Blaise Diagne : 25 946 194 FCFA TTC</p> <p>Chaque lot a été attribué au moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitations ne sont pas déchargées ;</li> <li>- Le cahier des charges ne comporte pas l'acte d'engagement de la charte de transparence et d'éthique ;</li> <li>- L'offre du soumissionnaire ne comporte pas de lettre de soumission ;</li> <li>- Les lettres d'invitation n'incluent pas la liste des candidats sélectionnés en violation du circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 pris en application de l'article 78 du CMP ;</li> <li>- Le contrat de Oumou informatique n'est pas daté ;</li> <li>- Le représentant de la cellule de passation des marchés ne signe pas les procès-verbaux.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitations doivent être déchargées à défaut de tenir un cahier de transmission ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le cahier des charges devra comporter des modèles de lettre de soumission ainsi que le modèle de la charte de transparence et d'éthique ;</li> <li>- La cellule de passation des marchés doit tenir le secrétariat de la cellule.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur le constat relatif à la décharge des lettres d'invitation envoyées aux candidats, je porte à votre connaissance le fait que l'ANAM tient, à travers son bureau du courrier, un cahier de transmission de tous les courriers signés par l'autorité contractante sur lequel figurent les décharges des destinataires, preuves de leur réception.</li> </ul>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En ce qui concerne la décharge des lettres d'invitation, l'autorité contractante devrait joindre à sa réponse les copies des extraits du cahier de transmission prouvant la réception desdites lettres par les candidats et ne pas se limiter seulement à préciser l'existence de ce dit cahier.</li> <li>- Le cabinet maintient ses observations.</li> </ul>

<b>Achat de Fournitures de bureau et de consommables informatiques</b>	
Date d'invitation	15/09/2011
Date de dépôt des offres	27/09/2011
Attributaires	Lot 1 : Dismat Lot 2 : Oumou Informatique
Date du bon de commande	Lot 1 : 10/10/2011 Lot 2 : 10/10/2011
Date du contrat	Lot 1 : 07/10/2011 Lot 2 : non renseignée
Montant du marché	Lot 1 : 7 961 165 FCFA TTC Lot 2 : 10 017 020 FCFA TTC
Date d'enregistrement	Lot 1 : 19/10/2011 Lot 2 : 12/06/2012
Date de réception	Lot 1 : 28/10/2011 Lot 2 : 10/10/2011
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre. Il s'agit :</p> <p>Pour le lot 1 après correction et ajustement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Globale Entreprise : 10 897 300 FCFA TTC ;</li> <li>• DISMAT : 7 961 165 FCFA TTC ;</li> <li>• GEF : 12 068 745 FCFA TTC ;</li> </ul> <p>Pour le lot 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Globale Entreprise : 12 104 440 FCFA TTC ;</li> <li>• DISMAT : 11 590 550 FCFA TTC ;</li> <li>• GEF : 11 745 000 FCFA TTC ;</li> <li>• Oumou Informatique : 10 017 020 FCFA TTC.</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant pour chaque lot.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les date de souscription et d'approbation du contrat relatif au lot 2 ne sont pas renseignées ;</li> <li>- Les lettres d'invitation ne comportent pas les noms des candidats sélectionnés en violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 pris en application de l'article 78 du CMP ;</li> <li>- Démarrage des prestations avant l'approbation, l'enregistrement et la notification des contrats ;</li> <li>- Il est noté un long délai avant l'enregistrement du contrat du lot 2 (12 juin 2012).</li> </ul>

<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à bien renseigner les contrats des titulaires ;</li> <li>- Appliquer rigoureusement la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) notamment l'obligation de mentionner dans la lettre d'invitation à soumissionner, le nom de tous les candidats consultés ;</li> <li>- Veiller à démarrer les prestations après approbation, enregistrement et notification des contrats ;</li> <li>- Intégrer la charte de transparence et d'éthique dans les cahiers des charges.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>L'attribution définitive du lot 1 du marché DRP F_DAF_035 a été notifié le 06 octobre 2011 par lettre n°1042/ANAM/DAF du 6 octobre 2011, ci-joint, à DISMAT pour le lot 1 « fournitures de bureau » et le contrat a été signé le 07 octobre 2011. Le bon de commande n°250 du 10 octobre 2011 a été adressé à DISMAT, contre décharge vérifiable sur le cahier de transmission et l'ANAM a réceptionné les biens le 28 octobre 2011.</p> <p>Bien que le contrat n'ait été transmis, formellement, que le 12 octobre 2011, il était bien signé à la date du 07 octobre 2011. Le démarrage des prestations n'a donc pas eu lieu avant la notification de l'attribution du marché, signature du contrat et transmission du bon de commande.</p> <p>L'attribution définitive du lot 2 du marché DRP F_DAF_035 a été notifié le 06 octobre 2011 par lettre n°1041/ANAM/DAF du 6 octobre 2011, ci-joint, à Oumou Informatique pour le lot 2 « consommables informatiques » et le contrat a été signé dans la foulée bien qu'il ne soit pas daté. Le bon de commande n°251 du 10 octobre 2011 a été adressé à Oumou Informatique, contre décharge vérifiable sur le cahier de transmission et l'ANAM a réceptionné les biens le 10 octobre 2011.</p> <p>Bien que le contrat n'ait été transmis, formellement, que le 12 octobre 2011, le démarrage des prestations n'a donc pas eu lieu avant la notification de l'attribution du marché, signature du contrat et transmission du bon de commande.</p>
<b>Appréciations du cabinet</b>	<p>Le cabinet maintient ses observations. En effet, le démarrage des prestations n'est pas corrélé à la notification de l'attribution du marché et la transmission du bon de commande comme l'a tenté d'expliquer ci-dessus l'autorité contractante mais plutôt à l'approbation, la notification, et l'enregistrement du marché.</p>

## PRESTATION INTELLECTUELLE

<b>Contrat N° C 0187/12 Sélection d'un consultant pour le suivi technique et administratif du Projet d'Infrastructures et d'Equipements Portuaires (MIEP)</b>	
Date d'invitation	12 juillet 2011
Date de dépôt des offres	02août 2011
Date d'attribution provisoire	23 août 2011
Attributaire	KR Engineering Co., Lt.
Date de souscription du contrat	20 octobre 2011
Date d'approbation du contrat	03 février 2012
Montant du marché	2 383 000 USD
<p>Seul le candidat <b>KR Engineering Co., Lt.</b> a déposé une offre.</p> <p>Le marché a été attribué à la seule société qui a déposé une offre. L'offre de GEO Shipbuilding envoyée par DHL est arrivée en retard.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La réception et l'ouverture des offres ne sont pas programmées à la même date en violation de l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution ne sont pas signés par le rapporteur ;</li> <li>- les publications d'attribution provisoire et définitive ne sont pas jointes ;</li> <li>- la date de notification du contrat n'est pas spécifiée ;</li> <li>- le procès-verbal de négociation n'est pas joint au dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à faire coïncider les dates de réception et d'ouverture des offres en application de l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Les PV doit être signés par le rapporteur de la commission des marchés qui doit être membre de la cellule de passation des marchés ;</li> <li>- Faire les publications et joindre dans le dossier les publications d'attribution provisoire et définitive en application des articles 83.5 et 85 du CMP ;</li> <li>- Mieux renseigner les dossiers de contrat ;</li> <li>- Joindre le PV de négociation dans le dossier.</li> </ul>



<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>Dans le cadre de la procédure d'exécution et de passation de ce marché, je voudrais attirer votre attention sur le fait que votre première observation, relative à la programmation de la date de réception et d'ouverture des plis, a été relevée par l'organe chargé du contrôle à priori des marchés, la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), dans sa lettre n°4049/MEF/DCMP/12 du 06 septembre 2011, ci-joint.</p> <p>A cette observation, l'ANAM, par lettre n°947/ANAM/DAF du 16 septembre 2011, ci-joint, a évoqué les dispositions du guide EDCF, dont les procédures prévalent sur les dispositions du Code des Marchés Publics, aux termes de la convention de financement de ce projet.</p> <p>Suite à ces éclaircissements, la DCMP a émis par lettre n°4738/MEF/DCMP/19 du 14 octobre 2011, ci-joint, son avis de non objection sur la procédure par l'invitation, pour négociations, du Cabinet KR ENGINEERING Co., Ltd qui a proposé une offre HTT de 2 500 000 USD, dont vous trouverez ci-joint, le procès-verbal, qui ne vous avait pas été transmis précédemment.</p> <p>La notification du marché est jointe en annexe.</p>
<b>Appréciations du cabinet</b>	<p>Le cabinet maintient ses observations relatives aux points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution ne sont pas signés par le rapporteur ;</li> <li>- les publications d'attribution provisoire et définitive ne sont pas jointes ;</li> <li>- la date de notification du contrat n'est pas spécifiée ;</li> <li>- le procès-verbal de négociation n'est pas joint au dossier.</li> </ul>

**ANNEXE 4 :**  
**REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
 Un Peuple – Un But – Une Foi



**MINISTRE DE LA PECHE ET DES  
 AFFAIRES MARITIMES**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION  
 GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT**

000367

N°

MPAM/DAGE/rs

Dakar, le

06 JUIN 2013

**LE DIRECTEUR,**

**Objet :** Observations formulées par les services de la Direction de  
 l'Administration et de l'Équipement (DAGE) sur le rapport de la  
 Revue Indépendante de la Passation des Marchés de la gestion 2011

**Réf. :** Lettre en date du 24 mai 2013

Par lettre citée en référence, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour observations,  
 le rapport provisoire porté en objet.

L'examen dudit document suscite de ma part les observations et commentaires ci-après.

Sur les actes à prendre et à publier

- L'Avis général de la Passation des Marchés (AGPM) a été publié au quotidien le  
 Soleil des samedi et dimanche 05 et 06 mars 2011 (voir copie).

La production et la transmission du rapport annuel régies par l'article 143 (et non 141)  
 ont été réalisées de même que le rapport du premier trimestre 2011. Mais la  
 compréhension de l'article 143 susmentionné était que désormais, seule la production  
 du rapport annuel est obligatoire.

Toutefois, si tel n'est pas le cas, les rapports trimestriels pourraient être bien repris. Il est  
 à signaler simplement que la DCMP, depuis 2011, n'a fait aucune observation dans ce  
 sens ni par courrier, ni lors des rencontres qu'elle organise avec les coordonnateurs des  
 CPM.

**A**

Monsieur Mame Thierno MBACKE  
 Directeur général du Cabinet GMS  
 Représentant le Groupement GMS/SSPM  
 Liberté 6 Extension en face Camp Leclerc  
 Immeuble Moustapha, 2<sup>ème</sup> étage à gauche

DAKAR

Page 1 sur 3

- Pour ce qui est de l'arrêté portant désignation des membres de la Commission des marchés, il prévoit, outre les deux membres mentionnés dans le rapport et leurs suppléants, un représentant du service bénéficiaire comme membre.

Je signale qu'au regard de la taille du Ministère, il a été procédé ainsi dans l'élaboration de cet acte réglementaire mais chaque service désigne ces représentants en début de gestion (voir copies des correspondances y afférentes).

#### Sur les pièces justificatives des paiements

Il convient de relever que les modalités pratiques liées à la procédure d'exécution de la dépense publique sont aménagées de telle sorte qu'après la proposition de liquidation, l'administrateur de crédits est dessaisi et ne parvient plus à disposer des pièces générées notamment les mandats et autres documents ayant une incidence sur le paiement.

En ce qui concerne les contrats, il s'agit de manquements dans l'archivage des dossiers. En effet, les dossiers archivés lors de l'émission de la proposition d'engagement n'ont pas été complétés avec les pièces qui ont servi à proposer la liquidation. Toutefois, des copies de contrats afférents à ces dossiers ont pu être retrouvées avec les prestataires et fournisseurs. Ces copies sont versées en annexe de la présente.

#### Sur les procédures

En dehors des marchés passés par appel d'offres pour lesquels des fiches d'émargement sont ouvertes, les lettres de saisine pour les Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) ont toujours été transmises suivant les modalités de transmission des autres documents. C'est la raison pour laquelle un registre de marché n'a pas été ouvert pour recueillir des décharges de prestataires et fournisseurs.

Il convient également de porter à votre attention que certaines rubriques budgétaires (autres...) renvoient à des catégories de dépenses variées et complexes, très souvent sans rapport pour ce qui est des trois sous-secteurs que compte le Ministère : Transports maritimes, Pêche et Fonds marins.

Cet état de fait rend difficile le choix de la procédure Appel d'Offres (AO) dans la pratique. Cette situation a été versée à la réflexion lors de la réforme du cadre harmonisé des finances publiques ; et le nouveau décret portant nomenclature budgétaire y apportera des solutions en spécifiant les rubriques budgétaires suivant chaque sous-secteur.

Au titre des considérations spécifiques, je signale que contrairement aux statistiques relevées dans le rapport sur le nombre de marchés passés par Appel d'Offres (un seul), la DAGE a passé durant l'année 2011, onze (11) marchés par AO pour un montant de **564 771 524 F CFA** et deux marchés par Appel à manifestation d'intérêt d'un montant de **913 556 463 F CFA**, soit un total cumulé de **1 478 327 987 F CFA**.

Le tableau récapitulatif desdits marchés a été remis à Monsieur Mame Thierno MBACKE, Directeur général du Cabinet GMS lors de la séance de prise de contact du 25 janvier 2013. Le même document a été remis à Monsieur Daouda NDIAYE, SPM ; document sur la base duquel la sélection de deux marchés avait été faite :

- ✓ F\_DAGE\_01 pour **13 500 000 F CFA** ;
- ✓ F\_DAGE\_04 pour **49 846 370 F CFA**.

Apparemment l'échantillon aurait été choisi sur la base de chiffres erronés pour ceux qui concernent les marchés passés par AOO et par AMI.

Pour l'annexe 1, les statistiques devraient s'établir comme suit :

- ✓ 11 marchés par AOO pour un montant total de **564 771 524 F CFA** ;
- ✓ 02 marchés par AMI pour un montant total de **913 556 463 F CFA** (ceux-ci ne figurent pas sur le tableau).

Enfin, des mesures correctives sont en cours concernant les autres observations, notamment l'archivage, la formation, etc. qui sont à l'origine de l'essentiel des griefs relevés.



**Ousmane DIALLO**